

Au cœur des marchés

Bon courage, DSK !

Michel Juvet

Analyste financier et membre du comité de direction de Bordier & Cie

3 novembre 2008

Le monde s'est donc réveillé. Avec une bonne gueule de bois, et une grosse envie de redéfinir les règles du jeu. Excellente initiative, mais par où commencer ? Il y a tant de point à régler. La réunion du G 20 le 15 novembre prochain est-elle donc condamnée à accoucher, par manque de temps, d'un communiqué sibyllin ? Probablement oui. Mais peu importe finalement, car si la crise est grave, inventer maintenant toutes les mesures qui permettront d'éviter la prochaine crise ne nécessite pas d'urgence. Au contraire, il faut prendre le temps de réfléchir avant de reconstruire. D'ailleurs, si l'on ne change rien à l'architecture financière, la prochaine crise ne viendra certainement pas avant 5 ou 10 ans. Néanmoins, il y a un domaine qui focalisera sans aucun doute l'attention des participants au sommet du G 20, car il reste d'actualité: qui doit fournir les liquidités à ceux qui en ont besoin ? Des organismes locaux ou internationaux.

L'internationalisation de la crise vers les pays émergents a poussé ainsi certains parmi ces derniers à obtenir soit de l'aide de la banque centrale américaine, soit du FMI, soit un financement directement du gouvernement russe. La crise actuelle est originale, et il est donc normal de multiplier les prêteurs de dernier ressort, banques centrales, FMI ou fonds souverains. Mais peut-on vraiment imaginer un monde où l'aide financière d'urgence est

conditionnée à la relation économique privilégiée entretenue avec le pays donateur ? Peut-on imaginer l'aide du FMI cantonnée aux seuls pays qui n'auront pas réussi à se montrer essentiels à la stabilité des pays les plus riches ? Le déséquilibre de richesses entre les différents acteurs promet de sérieuses empoignades.

Comment coordonner ces enjeux ? Une banque centrale mondiale à disposition en cas de crise de liquidités ? N'y pensez pas, il faudrait une monnaie unique. Des fonds souverains à la rescousse ? Bonjour le clientélisme. Un super FMI renfloué par les autocraties riches en réserves monétaires ? Probablement la moins mauvaise solution. Mais pourquoi la Chine ou les pays du Golfe soutiendraient-ils ce FMI sans plus de droits de vote en contrepartie ? L'Amérique, bailleur principal du FMI, sera-t-elle d'accord de réduire son influence et celle de ses alliés ? Que dire d'ailleurs du siège suisse dans ce nouveau FMI ? Partagé dorénavant avec 30 autres pays ? Le monde n'a pas le choix, sinon le monde aura alors 2, 3 ou 4 FMI régionaux, adossés chaque fois à des puissances régionales, aux ambitions divergentes. Le repli sur soi, quoi, comme dans les années 30... Le patron du FMI a du pain sur la planche. Bon courage DSK !